

PROVENCE

ÉNERGIE

Les salariés de la centrale de Gardanne « pas inquiets mais déterminés »

« Les nouvelles sont encore moins réjouissantes que prévues », explique Nadir Hadjali, secrétaire CGT de la centrale de Gardanne, suite à la réunion de vendredi dernier - sans les salariés -, entre des élus locaux et le ministre de la Transition écologique, François de Rugy. Les salariés se disent « plus déterminés qu'inquiets ». L'État a confirmé la fermeture de la centrale d'ici 2021 et a rejeté la proposition de moratoire concernant le charbon faite par les salariés. « Nous sommes soutenus par beaucoup d'élus locaux mais le seul qui bloque c'est l'État » continue le syndicaliste. Mais pas question de baisser les bras pour les salariés : « on va maintenant aller chercher cette réunion », qu'on leur a refusée jusqu'ici.

FOS-SUR-MER

Chez Ikea, les salariés de la sécurité sonnent l'alarme

Les salariés de Seris Security, sous-traitant de la sécurité pour Ikea, sont en grève avec des débrayages depuis le 16 octobre dernier et cela commence à s'entendre. Les sirènes de l'alarme de la centrale incendie ont hurlé toute une partie de la nuit de mercredi à jeudi. « Deux personnes étaient en remplacement mais non formées au travail sur ce site, elles n'ont pas su désactiver le système », souligne Samir Attigui, délégué CGT, qui accuse sa direction « cautionnée par Ikea », de mettre « en danger la vie de tous les salariés du site ». Une nouvelle question qui s'ajoute aux nombreux points de revendication : « amélioration des salaires, respect de la vie privée, arrêt des missions non régies par la convention collective, paiement mensuel des heures sup' ».



Le 21 octobre, un réfugié se faisant raccompagner à la frontière italienne par la police française à Clavière dans les Alpes, à 100 kilomètres de Turin.

La CGT appelle à « l'accueil digne des migrants »

RÉFUGIÉS

La CGT Provenances-Alpes-Côte d'Azur se mobilise, aujourd'hui, à Montgenèvre, lors d'une journée militante pour un accueil digne des migrants. Cette ville de la frontière franco-italienne cristallise les tensions autour du refoulement des réfugiés.

La CGT manifeste, une nouvelle fois son soutien aux réfugiés. Présent pour soutenir l'Aquarius, le syndicat porte plusieurs propositions en faveur d'un accueil digne des migrants, aujourd'hui à Montgenèvre.

Une journée placée sous le signe de la solidarité et l'humanisme avant tout. D'autant plus que la ville de Montgenèvre est un lieu de passage des réfugiés entre la frontière italienne et

française. Une zone qui cristallise les tensions : ce week-end, Matteo Salvini, leader de l'extrême droite italienne et ministre de l'Intérieur y a envoyé des policiers en renfort après le refoulement de trois réfugiés par la police française.

C'est dans ce contexte que la CGT organise un rassemblement à 11h sur le pont de Montgenèvre suivi d'un débat « pour un accueil digne des réfugiés en PACA ». Une initiative du comité régional de la CGT dont les cinq unions départementales font partie.

Face à une politique migratoire de rejet de la part des gouvernements européens, la CGT se positionne aux côtés des migrants et prône l'intégration par le travail. « On veut montrer aux citoyens et à nos militants qu'opposer ces travailleurs qui viennent d'ailleurs et les Français c'est jouer le jeu du capitalisme », explique Patricia Tejas, membre de la direction confédérale et du collectif migrants de la CGT. « À l'inverse

du gouvernement, nous ne faisons pas de différence entre les migrants. Qu'ils fuient la misère, la guerre ou qu'ils rejoignent leurs familles, ce ne sont pas des ennemis. Nous prônons l'égalité des droits et particulièrement au travail ». Alors que la loi « asile-immigration » est « très restrictive » selon Patricia Tejas : « plus de 70% des demandes d'asiles sont rejetées ».

« Pas qu'une manière d'être en règle »

La syndicaliste a décidé de soutenir les migrants par le biais du travail : « Pour survivre, les réfugiés seront obligés de travailler, souvent de manière non déclarée et dans la méconnaissance de leurs droits ». Ce qui est « une aubaine pour les patrons », profitant parfois de la situation des réfugiés.

« On ne peut pas raisonner qu'en nombre de demandes d'asiles, c'est toute la chaîne qu'il faut repenser. Il n'y a pas qu'une manière d'être en règle. Il y a autant de façons différentes

d'intégrer le territoire, le travail en est une », continue la syndicaliste.

Même droits sociaux pour tous, l'idée est de tirer vers le haut les conditions de travail quelle que soit la nationalité. D'ailleurs, nombreuses sont les entreprises de la région à avoir recours aux travailleurs détachés. L'union locale d'Arles et d'Avignon avait soutenu, il y a trois semaines, des travailleurs détachés marocains au conseil des prud'hommes. « C'est la même logique », affirme Patricia Tejas, « que ce soit des travailleurs sans titre de séjour, ou avec, leurs conditions de travail sont souvent déplorables ».

Le syndicat veut perpétuer sa tradition humaniste et internationaliste avec une démarche « tournée vers l'extérieur et le citoyen ». Le choix du pont de Montgenèvre n'est pas anodin, comme une jonction entre la France et ces travailleurs du reste du monde.

Amaury Baqué